

# La crise bancaire version scandinave

Avec le soutien de la Chambre de commerce, l'ambassade de Suède a organisé une conférence sur la crise financière

Une crise dont les conséquences sont en haut de l'agenda de la présidence suédoise.

## MARC FASSONE

Lars Heikensten, membre de la Cour des Comptes européenne et ancien gouverneur de la banque centrale de Suède, a passé en revue les causes - connues - de la crise. Et, surtout et même si comparaison n'est pas raison, il s'est livré à ce petit jeu en revenant sur le sauvetage du système bancaire suédois mis à mal par l'explosion d'une bulle immobilière en 1992. Éclatement qui avait provoqué un resserrement du crédit. Même cause, même effets. Même validité des solutions? Voire amorce d'un plan de sortie de crise porté par la présidence? Possible.

En 1991, le gouvernement suédois, conscient que les marchés, perdant toute confiance, s'en remettaient à l'État, a agi rapidement et sans regarder à la dépense. Il a garanti intégralement les dépôts bancaires.

Il a ensuite pris en charge les actifs pourris en contrepartie d'une entrée dans le capital des banques, qui ont dû inscrire les pertes encourues dans leurs bilans. Certaines furent nationalisées, d'autres recapitalisées et d'autres liquidées par une agence de supervision bancaire créée pour l'occasion, la Bank Support Agency. Les actionnaires payant le prix fort.

Quant aux mauvaises créances, elles furent transférées dans des sociétés de gestion d'actifs, *«histoire de mettre les professionnels face à leurs responsabilités»*.

Quand celles-ci furent liquidées après la crise, le profit en revint au gouvernement. Celui-ci fit également du profit au moment de la revente de ses

participations bancaires. Au final, cette crise, qui aurait pu mettre le pays à genoux, n'aura coûté à la Suède que 2% à 4% de son PIB.

## CONFIANCE ET TRANSPARENCE

Pour Lars Heikensten, il était important de restaurer la confiance et de faire en sorte que quelqu'un essuie effectivement les pertes. Les actionnaires en l'espèce. Le tout dans la transparence la plus totale.

*«Il est également important de reconnaître vite la réalité des créances douteuses accumulées dans le système.»*

Or, si la Suède a rapidement recapitalisé ses banques et sorti les créances douteuses de leurs bilans, le secteur bancaire européen, à l'inverse de ce qui se fait outre-Atlantique, ne semble pas aujourd'hui si prompt.

Les Européens auraient déprécié seu-

lement USD 200 milliards sur les 700 milliards d'actifs pourris présents dans leurs comptes. Le secteur financier américain aurait, lui, amorti USD 500 des 550 milliards d'actifs pourris.

Et Lars Heikensten de mettre en garde contre un scénario à la japonaise, où l'attentisme des banques et des autorités publiques dans une situation similaire aura coûté une décennie de marasme économique.

La crise laissera des traces et appelle aux réformes sur le long terme, Lars Heikensten appelle à une meilleure coordination des politique macro-économiques et à une amélioration de la régulation et de la supervision aux niveaux européen et mondial.

Il appelle également à une amélioration du cadre fiscal existant. *«Un vrai challenge»*, reconnaît-il, alors que se sont creusés les déficits pour cause de soutien à l'économie et qu'en la matière, le chacun pour soi semble toujours prévaloir.